

TRIBUNE

**Actu
alités**

Cette lettre n'engage que son auteur et nullement la communauté des ONG.
Conforme à sa vocation de lieu de débat, la revue publiera volontiers les réactions
qu'elle occasionnera et, en premier lieu bien sûr, la réponse de son destinataire.

Lettre ouverte à Bernard Kouchner

> Par Alain Boinet

Mon cher Bernard, Monsieur le Ministre,

C'est en tant que directeur de l'ONG *Solidarités*, humanitaire et citoyen que je t'écis, et parce que depuis vingt-huit ans nos routes ne cessent de se croiser. Nous avons cheminé ensemble dans les montagnes d'Afghanistan du temps des Soviétiques, alors que les humanitaires étaient très seuls. Nous avons assisté aux réunions de Médecins du Monde rue du Fer à Moulin, ou au colloque que tu organisais avec Mario Bettati et qui lança le fameux droit d'ingérence en présence de François Mitterrand et de Jacques Chirac. Nous étions aussi au Rwanda où nous tentions d'arracher quelques centaines d'enfants de la mort à Kigali ou encore au Kosovo quand tu me disais que c'était le moment de partir pour les ONG. Je me souviens de tous les débats que nous avons eus pendant ces années et que je te propose aujourd'hui de poursuivre dans la revue *Humanitaire*. Je te dirai ce que je pense honnêtement, amicalement et avec respect pour ta fonction, puisque tu es maintenant ministre des Affaires Étrangères.

Quand l'un de nos amis proches rejoignit ton cabinet, il me demanda ce que j'en pensais et je lui répondis « bonne chance et cela dépendra de ce vous ferez ». Car en France, le partenariat entre les pouvoirs publics et les ONG humanitaires est extrêmement réduit et ambigu depuis trop longtemps. Cela fera bientôt un an que tu es ministre, nous ne voyons pourtant rien de nouveau venir à ce jour.

dans le monde. Je sais bien qu'il faut compter avec les contributions françaises aux Nations unies et à la Commission européenne, mais tout de même, avoue que nous sommes aux limites de la mendicité, quel que soit le bon usage que l'on puisse en faire ! Et le paradoxe et l'ambiguïté sont à leur comble lors des grandes crises, quand nous sommes reçus au plus haut niveau de l'État pour nous entendre dire que l'action de « nos ONG » est admirable et essentielle : quel est le sens d'une telle sollicitude quand l'urgence et l'ampleur des besoins des populations affectées nécessiterait des moyens financiers bien supérieurs ?

J'ai participé à de nombreuses réunions entre ONG et responsables politiques à l'initiative de ceux-ci : avec Alain Juppé lors du génocide au Rwanda au printemps 1994, avec le président Chirac au début des frappes sur le Kosovo en mars 1999, avec le même président et son Premier ministre, fin 2001 sur l'Afghanistan ainsi ensuite qu'avec Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, ou encore avec Dominique de Villepin au printemps 2003 à propos de l'Irak. Indiscutablement ces réunions sont utiles et appréciées par tous, je peux en témoigner. Mais, le plus souvent, une fois les journalistes partis, il ne se passe plus rien. Jusqu'à la prochaine crise... Ainsi, lors de la guerre du Kosovo, il y eut bien une Mission Interministérielle pour l'Europe du Sud-Est (MIESE) dirigée par Roger Fauroux à l'initiative de Lionel Jospin. Elle donnera lieu à un rapport et des préconisations. Mais, manifestement ce rapport a été enterré et il ne s'est rien passé.

Un contre-exemple emblématique à cette « tradition » eut lieu juste après le tsunami de décembre 2005. Très vite, le Premier ministre de l'époque décida de la mise en place de la DIPT (Délégation Interministérielle Post-Tsunami) sous la direction de Jean-Claude Mallet avec Eric Chevallier. Certes, il fallait mettre un peu d'ordre entre les ministres qui se précipitaient à tour de rôle sur les lieux du drame. Mais surtout, et pour la première fois, il y eut des réunions régulières de contact, un budget de 20 millions d'euros pour les projets des ONG, des missions interministérielles sur le terrain, en lien avec l'ensemble des acteurs, qui furent très utiles à l'évaluation de la situation et à la coordination des efforts. Faut-il donc un événement aussi considérable que médiatique pour que l'on voie s'établir les bases d'un bon partenariat entre ONG et pouvoirs publics ?

pays pauvres provoquent des dommages humains et matériels, des déplacements de population et beaucoup de souffrances.

La mission des ONG est alors de secourir les populations victimes du conflit en toute impartialité, ce qui signifie plus précisément sans considération politique d'aucune sorte, qu'elle soit partisane, ethnique, religieuse, économique ou sociale et nous savons que le plus souvent ces conflits recoupent ces diverses réalités. C'est la règle absolue pour être considéré comme non partisan et pouvoir délivrer une aide humanitaire à des populations vivant sur des territoires contrôlés par des forces adverses. Cela permet de passer les barrages armés des diverses factions pour accéder aux populations en péril, voire de pouvoir agir dans les zones mêmes de combat. N'oublions pas que les humanitaires désarmés évoluent au milieu de combattants et qu'ils sont éminemment vulnérables.

Et ce qui est vrai sur le plan intérieur, l'est aussi à l'égard de toute influence ou présence extérieure d'acteurs étatiques ou interétatiques qui interfèrent pour une raison ou une autre dans le conflit. C'est ce que nous appelons l'espace humanitaire. Tu conviendras que celui-ci est essentiel et que c'est un immense progrès de le faire respecter et, à l'inverse, un drame quand celui-ci n'existe pas pour l'essentiel en Irak aujourd'hui, à l'est et au sud de l'Afghanistan et dans certaines zones du Darfour, de la Birmanie et de bien d'autres pays.

Cette priorité absolue accordée à l'accès des secours aux populations les plus vulnérables est notre credo tant nous sommes convaincus que le premier des droits de l'Homme c'est la vie.

D'autres humanitaires pensent que la solution est finalement politique. Cela me semble avoir toujours été ta position : d'après toi, il faut distinguer entre les bons et les méchants, voire faire prévaloir la démocratie et les droits de l'Homme, l'humanitaire n'étant pas alors une finalité mais une nécessité qui peut au fond servir un objectif politique. C'est tout le problème que nous posent aujourd'hui les missions dites « intégrées » qui veulent assujettir l'humanitaire à des objectifs politiques au risque de politiser l'aide humanitaire et de réduire son accès aux populations.

Que l'on pense au 1,1 milliard d'êtres humains qui n'a pas accès à l'eau potable et aux 2,6 milliards qui ne bénéficient pas de l'assainissement. Savons-nous que 8 millions d'êtres humains meurent chaque année de l'eau insalubre et des maladies hydriques ? Que l'on pense aux questions d'identité et de cohabitation comme nous pouvons le constater dans des États qui étaient des modèles, qu'il s'agisse de la Côte d'Ivoire ou du Kenya, ou encore des conflits dont on ne voit pas l'issue, de l'Irak à la Palestine, de l'Afghanistan au Liban et au Darfour. Dans la solution de ces crises, je crois que nous serions d'ailleurs bien inspirés de promouvoir la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, approuvées à l'Unesco par 148 pays, en 2005 sur proposition de la France.

L'expérience de terrain depuis 30 ans me fait dire que le risque d'un conflit de civilisations doit être considéré sérieusement, mais pas plus à coup de slogans que d'opérations militaires. Il est loin le temps où l'on rétablissait l'ordre dans un pays africain avec une compagnie de parachutistes, quand près de 60 000 soldats de l'OTAN ne parviennent pas à gagner la guerre en Afghanistan, sans même parler de l'Irak.

Trois défis pour l'avenir

Mon cher Bernard, Monsieur le Ministre, à quoi pourrions-nous penser comme propositions d'un nouveau partenariat ? Elles me semblent de trois ordres.

D'abord, je crois que les ONG humanitaires françaises ont besoin d'un interlocuteur bien identifié et compétent dans ce domaine. C'est le rôle dévolu à la Délégation à l'Action Humanitaire qui, malgré ses compétences, manque d'un budget à la hauteur des besoins. Une augmentation de ses ressources financières au seuil auquel tu étais toi-même parvenu à le hisser serait un minimum... Ensuite, il faut absolument organiser le passage automatique de l'urgence à la reconstruction en termes de financement de projet, ce qui n'existe absolument pas alors que ce continuum correspond souvent à une situation de sortie de crise qui nécessite une évolution dans la nature des programmes. Enfin, il faut renoncer à diluer la DAH dans un hypothétique Centre de gestion des crises (quel que soit son intérêt par

nouveau partenariat, respectueux des responsabilités distinctes, peut sans aucun doute optimiser les synergies. Et cela peut faire un jour partie de ton bilan.

J'ose espérer, en te remerciant pour ton attention, une réponse de ta part qui soit à la hauteur des enjeux humanitaires.

L'auteur

Alain Boinet est directeur général et fondateur de *Solidarités* (www.solidarites.org), association d'aide humanitaire de l'urgence à la reconstruction qui intervient aujourd'hui dans une quinzaine de pays, avec 50 permanents au siège, 170 volontaires expatriés et 1500 personnels nationaux pour secourir environ 1,5 million de personnes pour un budget 2008 de 40 millions d'euros. Ses métiers principaux sont l'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire et la reconstruction des infrastructures.